

Les alliés coupent la route au bourreau de Benghazi

Par Yannick Van der Schueren/Olivier Bot le 21.03.2011 à 00:01

La France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont frappé le territoire libyen. Dans leur ligne de mire: les défenses antiaériennes et les troupes qui menaçaient le fief des rebelles. L'assaut continue.

Mission accomplie pour la première phase de frappes aériennes occidentales destinée à stopper la contre-offensive du colonel Kadhafi. Le début de l'opération «Odyssey Dawn» (Aube de l'odyssée).

menée par Paris, Londres et Washington est «un succès», a déclaré hier l'amiral Michael Mullen, le plus haut gradé américain. Au deuxième jour de la guerre, une zone d'exclusion aérienne a pu être instaurée, tandis que l'avancée des troupes du leader libyen sur Benghazi, le fief des insurgés, a été stoppée. Prochain objectif: couper les lignes de ravitaillement de l'armée loyaliste pour limiter sa capacité à se battre, a annoncé l'amiral Mullen, en réaffirmant que l'objectif de cette offensive n'était pas de renverser le «Guide».

Depuis samedi soir, les appareils de Kadhafi sont cloués au sol, des dizaines de véhicules militaires, dont des blindés, ont été détruits autour de Benghazi, plusieurs terrains d'aviation et leurs systèmes de défense ainsi que des centres de communication stratégiques ont été mis hors d'usage tout le long de la côte libyenne, de Syrte – la ville natale du despote – à Tripoli. Le bilan des pertes humaines est en revanche très incertain. Les combats entre les kadhafistes et les insurgés dans la «capitale rebelle» auraient fait une centaine de morts. Le régime libyen a pour sa part annoncé 64 morts et des dizaines de blessés.

La rébellion peut gagner

Pour Luis Martinez, directeur de recherche au Ceri (Sciences Po), à Paris, interrogé par le quotidien français Libération, cette intervention internationale n'arrive pas trop tard. Elle «permettra aux insurgés de rétablir un rapport de force». La destruction des aéroports militaires, des centres de commandement et de communication «donnera le message aux Libyens que Kadhafi a désormais affaire à un ennemi beaucoup plus puissant. Et donc que la victoire est possible», explique-t-il. «C'est ce que prévoient les états-majors occidentaux qui, à raison, ne comptent pas et ne peuvent pas engager de troupes au sol, poursuit-il. Les insurgés n'en ont pas besoin, car ils ont pour eux le nombre et la détermination, même s'ils manquent d'armes sophistiquées et de formation.»

Les insurgés peuvent vaincre le régime libyen, estime Luis Martinez, «mais ils vont devoir affronter les 50?000 hommes sur lesquels peut compter Kadhafi, les 20?000 des forces spéciales qui ont mené les récentes offensives et les quelque 30?000 hommes dispersés entre Tripoli et le sud où sont les richesses pétrolières». Des hommes «qui n'ont plus rien à perdre», précise-il, et qui resteront une vraie menace, même en cas de chute du raïs libyen. Le risque de guerre civile est donc bien réel pour le chercheur.

Pour l'heure, nul ne sait exactement où se trouve le colonel Kadhafi, qui fustige l'«agression» de la coalition par le biais d'un enregistrement sonore diffusé par la télévision d'Etat. Après avoir menacé d'attaquer des objectifs «civils et militaires» en Méditerranée, le leader libyen a affirmé avoir «ouvert les dépôts d'armes à la population pour défendre l'unité de la Libye et son territoire» (lire ci-contre).

Conflit à durée indéterminée

Le coup d'envoi des hostilités a été donné samedi peu avant 18?h par une frappe aérienne française. L'aviation britannique a rapidement pris le relais, alors que les forces américaines ont tiré une centaine de missiles Tomahawk à partir de navires croisant au large des côtes libyennes. Les attaques sont coordonnées à partir d'un quartier général américain basé à Stuttgart, en Allemagne. «Ce QG fait de la coordination avec les centres opérationnels aériens français basés à Lyon et britanniques implantés à Northwood», a indiqué un responsable français sous couvert d'anonymat. L'Italie, la Belgique et le Qatar ont annoncé leur participation à l'intervention et d'autres pays arabes devraient s'y joindre sous peu.

Les opérations militaires en Libye vont se poursuivre «jusqu'à ce que le régime libyen accepte les résolutions de l'ONU, c'est-à-dire: cesse toute violence contre ses populations, retire ses troupes de là où il les a fait pénétrer, et laisser s'exprimer l'aspiration du peuple libyen à la liberté et la démocratie», a assuré Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères. En précisant qu'il y avait «malheureusement peu d'espoir que Kadhafi se plie à ces exigences», avant d'avouer ne pas savoir combien de temps l'opération allait durer.

Reste que comme le fait très justement remarquer Luis Martinez dans les colonnes de Libération, «un Kadhafi acculé, traqué, personnellement menacé sera tenté de miser sur le chaos». Il pourrait notamment incendier les

puits de pétrole et faire usage des armes de destruction chimiques dont dispose le régime, selon certains experts. Quant à ses troupes d'élites, elles sont parfaitement préparées à la guérilla urbaine, conclut le spécialiste.

Kadhafi retient des otages

A Tripoli, dès les premières frappes de samedi, des centaines d'habitants de la capitale sont entrés dans le camp retranché du colonel Kadhafi. Les hauts murs verts de la caserne de Bab al-Aziziya renferment désormais des boucliers humains protégeant le dictateur libyen de toute attaque aérienne. Vers 22h30, dans la nuit de samedi à dimanche, un avion de la coalition survolait cette résidence militaire, bombardée par les Américains en 1986. Mais cette fois, aucune bombe n'a été lâchée.

Boucliers humains à Tripoli

L'usage de boucliers humains n'est pas le seul épisode à rappeler les premières heures de la guerre d'Irak. «Nous ne vous laisserons pas exploiter notre pétrole», a prévenu le colonel, dans un de ses messages radiophoniques, hier. Sans doute pense-t-il mettre le feu aux puits, comme Saddam Hussein l'avait fait chez lui. Pour l'heure, aucune colonne de fumée noire ne s'élève dans le ciel libyen. Mais la menace est claire. Comme l'est celle qui vise les bateaux militaires ou civils qui croisent en Méditerranée. Même si Seïf al-Islam, le fils du chef, a corrigé les propos de son père en précisant hier que les civils ne seraient pas visés.

Cela n'a pas empêché un groupe d'hommes armés de monter à bord d'un navire italien ancré dans le port de Tripoli, samedi. Se faisant passer pour des officiers du port, ils ont convaincu l'équipage d'un remorqueur de haute mer, composé de huit Italiens, de deux Indiens et d'un Ukrainien, de descendre. Le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini n'avait pas exclu qu'il puisse s'agir d'un enlèvement. Ces marins ont été relâchés, et le navire a finalement pu quitter le port hier dans l'après-midi.

Cette opération pourrait être une mise en garde vis-à-vis de Silvio Berlusconi, qui a décidé tardivement de rejoindre la coalition. Ce «meilleur ami de Kadhafi en Europe», dirigeant de l'ancienne puissance coloniale italienne, est désormais considéré comme un traître par le maître de Tripoli. L'Italie a gelé entre 6 et 7 milliards d'euros (8 milliards de francs) d'avoirs appartenant à Muammar Kadhafi ou à des entités libyennes, en application de la résolution 1973 approuvée le 17 mars par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Par ailleurs, quatre journalistes d'Al Jazira, dont un Norvégien et un Britannique, ont été arrêtés et sont détenus par les autorités de Tripoli.

L'Agence française de presse n'a pour sa part plus aucune nouvelle depuis vendredi soir d'une de ses équipes travaillant aux alentours de Tobrouk et composée de deux journalistes munis d'un téléphone satellite.

«Le terrorisme: arme favorite»

«Kadhafi va utiliser son arme favorite: le terrorisme», commente **Claude Moniquet, de l'European strategic intelligence and security center (ESISC)**, évoquant des prises d'otages de journalistes ou des attentats. Le directeur du centre pense que le «Guide» libyen n'hésitera pas non plus à «infliger aux rebelles et à l'ensemble de sa population des dommages dont il tiendra publiquement responsables les forces alliées».

Pour faire pression sur les Européens, et notamment la France, qui a eu un rôle décisif dans le vote de la résolution de l'ONU et tient une place importante dans le dispositif d'intervention armée, Muammar Kadhafi dispose d'une arme redoutable qu'il a dégainée ce week-end. Le pouvoir libyen a annoncé qu'il ne coopérerait plus avec l'Europe «dans sa lutte contre l'immigration clandestine».

Dans la guerre qui a commencé, le «Guide» libyen a aussi engagé une bataille de mots. Ce n'est pas tout à fait par hasard s'il a parlé du diable pour évoquer ses adversaires ou s'il a parlé des «croisés». La rhétorique de la guerre d'Irak et d'Al-Qaida est remise au goût du jour pour gagner des soutiens parmi les musulmans, dont certains pensent déjà que cette intervention militaire occidentale, même soutenue par quelques pays arabes, n'est pas une bonne chose.